

Jeudi 20 février, un juge d'instruction a voulu convoquer un des responsables des services de renseignements marocains, de passage à Paris et soupçonné de torture. Une décision qui a provoqué la colère du Maroc. La France fait tout pour éteindre l'incendie. Jusqu'à promettre de se mêler d'une enquête judiciaire. François Hollande a appelé Mohammed VI.

Mohammed VI a des amis fidèles. La France en fait partie. À tel point que lorsqu'un juge d'instruction français cherche à convoquer le directeur des services de renseignements marocains dans le cadre d'une plainte pour torture, le quai d'Orsay promet de se mêler d'une enquête en cours. Et que le président Hollande décroche son téléphone pour apaiser le roi.

Jeudi, [l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture \(Acat\)](#) apprend par hasard que le ministre marocain de l'intérieur, en visite en France, est accompagné du patron de la Direction générale de la surveillance du territoire (DGST), Abdellatif Hammouchi. L'ONG se mobilise aussitôt : elle s'est constituée partie civile dans plusieurs plaintes pour torture, complicité de torture et non-assistance à personne en péril, visant notamment [ce personnage secret mais très puissant](#) de l'appareil sécuritaire marocain.

Dans l'un des cas, celui d'un Franco-Marocain condamné au Maroc et récemment libéré, une juge d'instruction a été désignée en fin d'année dernière. Elle n'a pas encore commencé son enquête mais alertée, elle se décide à agir. Hammouchi est de passage, et les autorités judiciaires rarement averties de ses visites dans la capitale française. Jeudi 20 février, la magistrate décide donc d'envoyer sept policiers à la résidence de l'ambassadeur du Maroc en France, à Neuilly-sur-Seine, où est hébergé pour la journée le directeur de la DGST. L'objectif ? Lui remettre une convocation à une audition.

L'affaire aurait pu s'arrêter là : les policiers n'étaient pas venus arrêter Abdellatif Hammouchi et, le soir même, le patron du contre-espionnage était déjà dans l'avion. Mais les autorités marocaines n'ont pas apprécié la manœuvre. Elle l'ont d'autant moins goûtée que le ministre de l'intérieur marocain se trouvait au même moment dans la résidence de l'ambassadeur pour une rencontre avec des journalistes.

Hasard du calendrier, l'acteur Javier Bardem a lâché au même moment une petite bombe lors de la projection d'un documentaire sur le Sahara occidental, dont le Maroc revendique la propriété malgré l'opposition du front Polisario, soutenu par l'Algérie : « *L'ambassadeur de France aux États-Unis Gérard Araud qu'on a rencontré en 2011, nous a dit que le Maroc est une maîtresse avec laquelle on dort toutes les nuits, dont on n'est pas particulièrement amoureux mais qu'on doit défendre* », [a affirmé Bardem à Paris](#) le 18 février. Les deux hommes se sont effectivement rencontrés en 2011, le quai d'Orsay l'a confirmé, mais Araud nie catégoriquement avoir tenu ces propos.

Vendredi soir, l'ambassadeur de France au Maroc a été convoqué par le ministère des affaires étrangères « [pour lui signifier la protestation vigoureuse du royaume](#) ». Les autorités marocaines ont également exigé « *avec insistance que des explications urgentes et précises soient données à cette démarche inadmissible et que les responsabilités soient identifiées* ».

Quant à l'ambassade du Maroc en France, elle a estimé que « *la violation des règles et usages diplomatiques universels et le non-respect des conventions entre les deux pays suscit(ai)ent de nombreuses interrogations sur les motivations réelles de cette affaire et ses véritables commanditaires* ». Avant d'ajouter, sur un ton complotiste : « *La forte présence policière est intervenue curieusement à un moment où le ministre de l'intérieur du Maroc était en réunion à la résidence avec plusieurs journalistes.* »

Depuis le week-end, la colère du royaume n'a pas décré : convoquer le responsable des services secrets et parler du Sahara occidental sont deux des tabous les plus ancrés à Rabat. Lundi, le régime de Mohammed VI, fils d'Hassan II, a même annulé la conférence et tous les entretiens programmés le lendemain à Rabat avec Nicolas Hulot, envoyé spécial officiel du président de la République pour la protection de la planète.

François Hollande a finalement décroché son téléphone, lundi soir, pour appeler Mohammed VI. « *Ils se sont parlé pour dissiper tout malentendu et réaffirmer l'amitié très proche entre le Maroc et la France. Si affaire il y a eu, elle est close. Le malentendu a été levé* », explique-t-on à l'Élysée.

Lundi matin, l'ambassadeur du Maroc en France avait déjà été reçu par le directeur adjoint du cabinet de Laurent Fabius. Et samedi, le quai d'Orsay avait publié un communiqué d'une phrase : « *En réponse à la demande des autorités marocaines, nous avons immédiatement demandé que toute la lumière soit faite, le plus rapidement*

*possible, sur cet incident regrettable, dans l'esprit de l'amitié confiante qui lie la France et le Maroc. » Un communiqué visé par le cabinet de Laurent Fabius et dont l'Élysée a été alerté.*

Le quai d'Orsay sous-entend donc qu'il va se mêler d'une procédure judiciaire en cours. Interrogé depuis, le ministère s'en défend et jure qu'aucune pression n'a été exercée sur les juges ou le parquet, même si les diplomates ne décollèrent pas de voir une magistrate envoyer une escouade de policiers auprès d'un personnage si puissant sans y mettre plus de formes. « *Nous respectons scrupuleusement la séparation des pouvoirs et il n'y a pas d'ingérence dans la procédure judiciaire* », a précisé mardi le porte-parole du quai d'Orsay. Du côté du ministère de la justice, c'est silence radio : « *Le juge d'instruction est un magistrat indépendant.* »

Selon plusieurs sources, le communiqué du quai d'Orsay a pour seul objectif d'apaiser les autorités marocaines. Il n'empêche : selon nos informations, le parquet spécialisé pour les crimes de guerre, les génocides et la torture avait contacté jeudi le ministère français des affaires étrangères pour lui demander si Hammouchi disposait ou non de l'immunité diplomatique. La réponse ne lui est revenue que samedi matin. Trop tard. « *C'est une méthode assez fréquente du quai d'Orsay pour avoir le temps d'extraire d'éventuels mis en cause étrangers* », affirme une source judiciaire.

Toutes les personnes citées, sauf mention contraire, ont été interrogées lundi et mardi.

[L'article a été mis à jour mercredi après le rectificatif du Monde](#) sur la citation de Javier Bardem. Dans la première version, il était question d'un autre ambassadeur, François Delattre - le quai d'Orsay avait alors expliqué que les deux hommes ne s'étaient jamais rencontrés. En réalité, l'acteur espagnol a parlé de Gérard Araud, ambassadeur de France à l'Onu.

**Lire aussi**

- [Au Maroc, le nombre de prisonniers politiques explose](#)  
Par Ilhem Rachidi
- [L'avocat des Ben Barka traîné en correctionnelle](#)  
Par [Michel Deléan](#)
- [Au Maroc, le sit-in des habitants d'Imider contre l'exploitation de la mine](#)  
Par Ilhem Rachidi
- [Maroc: le régime censure le site internet d'Ali Anouzla](#)  
Par [Pierre Puchot](#)
- [Sahara occidental: un Marocain témoin des émeutes mortelles raconte](#)  
Par [Pierre Puchot](#)
- [Hollande rend un hommage tardif aux révolutions arabes](#)  
Par [Lénaïg Bredoux](#)